



النشرة الأثرية المغربية

BULLETIN D'ARCHEOLOGIE MAROCAINE

العدد 26 Tome
2021

TOME XXVI

ROYAUME DU MAROC
LE MINISTRE DE LA CULTURE
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS



المملكة المغربية
وزارة الثقافة
والشباب والرياضة
قصص الثقافة

Royaume du Maroc
Ministère de la Culture de la Jeunesse et des Sports
Département de la Culture



insap
المعهد الوطني
لعلوم الآثار والتراث
INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES
DE L'ARCHÉOLOGIE ET DU PATRIMOINE

النشرة الأثرية المغربية

BULLETIN D'ARCHEOLOGIE MAROCAINE

ISSN : 0068-4015

Dépôt légal : 20/1956

Année de création : 1956

Éditeur

Institut National des Sciences de l'Archéologie et
du Patrimoine, Rabat, Maroc

Directeur de la publication

Abdelouahed Ben-Ncer

Comité scientifique

Aomar Akerraz, Mohamed Al Moubaker, María Eugenia Aubet
Semmler, Abdelaziz Bel Faïda, Eric Boëda, Michel Bonifay,
Françoise Briquel-Chatonnet, Véronique Brouquier-Reddé,
Dunja Brozović, Dario Bernal Casasola, Jean Clottes, Patrice
Cressier, Francesco D'Errico, Christophe Falguères, Abdallah
Fili, José Antonio González Alcantud, Jean Guilaine, Sonia
Gutiérrez Lloret, Katherine E. Hoffman, Jean-Jacques Hublin,
Deborah Kapchan, Alberto León Muñoz, Amina-Aïcha Malek,
Marcel Otte, Abdel Wedoud Ould Cheikh, Hassan Rachik,
Bernadette Saou-Dufrêne, Jean-Paul Raynal, Christian Julien
Robin, Pierre Rouillard, Marie-Pierre Ruas, Cristina Tonghini,
Abdelaziz Touri et Jean-Pierre Van Staëvel

Comité de rédaction

Iddir Amara, Mohamed Belatik, Larbi Boudad,
Abdeljalil Bouzouggar, Abdelaziz El Khayari,
Mina El Mghari, Mohammed Saïd El Mortaji, Saïd
Ennahid, Ahmed S. Ettahiri, Meriem Hansali,
Mustapha Jlok, Mohamed Kbiri Alaoui, Taibi
Lamhasni, Abderrahim Mohib, Mustapha Nhaila,
Hicham Rguig, Ahmed Skounti et Mohsine Ziani

Coordonnateur

Ahmed S. Ettahiri

Secrétariat

Fatim-Zohra Kamal

Echange et correspondance

Institut National des Sciences de l'Archéologie
et du Patrimoine, Hay Riad- Madinat Al-Irfane
Rabat-Instituts B.P. 6828 – Rabat- Maroc E-mail :
bam.comite@insap.ac.ma

Recommandations aux auteurs

Le Bulletin d'Archéologie Marocaine (BAM) est une revue annuelle spécialisée en archéologie et en sciences du patrimoine, y compris l'anthropologie. Elle comprend les rubriques suivantes : articles, notes, documents, chroniques de fouilles et comptes rendus d'ouvrages. Les contributions sont rédigées en arabe, en français, en anglais ou en espagnol. Elles sont accompagnées d'un résumé dans la langue de rédaction de l'article et de résumés dans les trois autres langues. Le titre est suivi du prénom et du nom de l'auteur, du nom de l'institution d'affiliation ainsi que de son e-mail.

Les auteurs peuvent soumettre leurs contributions, textes et illustrations, séparément, au comité de rédaction (bam.comite@insap.ac.ma) en format électronique (Word et PDF). Les illustrations sont jointes en format JPEG, haute résolution. Les mots étrangers à la langue de l'article sont écrits en style italique. Le système de transcription à suivre est celui de l'Encyclopédie de l'Islam.

Processus d'évaluation

La publication est gratuite pour les auteurs. Le comité scientifique est le garant scientifique du contenu de chaque édition. Il est constitué d'éminents chercheurs, qui font autorité dans leurs disciplines respectives. Ayant un rôle consultatif, ce comité assure la qualité et la crédibilité scientifiques des contributions soumises. Ses membres proposent aussi des thèmes et des orientations et peuvent participer, anonymement, à l'évaluation des articles recueillis par le comité de rédaction. Le comité de rédaction constitue l'équipe opérante du bulletin.

Accompagné par un coordonnateur, le comité de rédaction établit le calendrier, reçoit les contributions, procède à la lecture préliminaire des manuscrits reçus et identifie les chercheurs et spécialistes qui peuvent évaluer chacun des articles soumis.

Ses membres peuvent rejeter un article, sans qu'il soit nécessaire de l'évaluer, lorsqu'ils estiment qu'il n'est pas conforme aux normes, tant au niveau de la forme que de celui du fond, ou qu'il ne correspond pas à la ligne éditoriale du bulletin : les sciences de l'archéologie et du patrimoine y compris l'anthropologie.

Après l'évaluation préliminaire, chaque article sera soumis à un processus d'évaluation externe par deux "pairs" externes au bulletin en «double aveugle». Les évaluateurs seront des chercheurs renommés, spécialistes du champ disciplinaire de chaque soumission. L'anonymat de l'auteur et des critiques sera respecté. A ce stade, la publication, la demande de modifications ou le rejet de chaque article dépendra de l'avis des pairs.

Fréquence de publication

Le BAM est un bulletin annuel publié en un volume en décembre, d'abord en une édition électronique, puis en une autre sur papier

Politique d'accès ouvert

La version PDF est téléchargeable sur le portail officiel de l'Insap : ***www.insap.ac.ma***

Reconnaissant la valeur scientifique de l'ensemble des numéros publiés du BAM depuis 1956, et considérant que la mission de l'Institut réside dans la diffusion la plus large, gratuitement et sans rémunération, de toutes les contributions scientifiques à ce bulletin, nous avons pris l'initiative de publier les textes acceptés sur notre portail (www.insap.ac.ma). Pour les articles publiés avant 2019, une recherche systématique des auteurs et des ayants droit a été menée pour avoir leur autorisation écrite. Pourtant, ces efforts n'ont permis de joindre qu'une partie des destinataires. C'est pourquoi, nous mettons à la disposition de tout auteur ou de ses ayants droit un formulaire pour donner ou refuser l'autorisation de reproduction de ses articles sur le site de l'Institut. Téléchargé et renseigné, ce formulaire doit être retourné à la direction du bulletin sur l'adresse e-mail suivante : ***secr.direction@insap.ac.ma***. Ainsi, les auteurs ou leurs ayants droit qui s'opposeront à la mise en ligne de leurs textes sont priés de nous le signaler. Nous procéderons à l'annulation de leur diffusion par ce moyen.

Table des matières

BAM XXVI

Abdelouahed Ben-Ncer

Editorial (*fr.*)

Jean-Paul Raynal

Lettre de Casablanca où fut trouvé *Homo darelbeidae* (*fr.*)

David Lefèvre, Mohssine El Graoui, Denis Geraads, Mathieu Rué, Abderrahim Mohib et Jean-Paul Raynal

Les paléolithiques plio-pléistocènes de Casablanca, cadre chronostratigraphique et paléogéographique de la Préhistoire ancienne du Maroc atlantique (*fr.*)

Abderrahmane Ouammou, André Weisrock, Sanda Balescu, José Mangas-Viñuela, Gilles Guérin, François Hardy, Abdelhadi El Ouahidi, Abdessamad Charif, Bassam Ghaleb et Michel Lamothe

Systèmes dunaires littoraux de Boughrara (province de Tiznit, Maroc) et occupation humaine depuis le SIM 5, étude préliminaire (*fr.*)

Océane Laroche, Abdeljalil Bouzouggar and Jean-Pierre Bracco

Levallois, so what? From the technical system to the production objectives: new data on the lithic technical equipment of the Rhafas cave, layers 3 and 4 (Morocco) (*ang.*)

Marcel Otte

Les apports du Maghreb à la préhistoire européenne (*fr.*)

Ismail Saafi, Nabih Aouadi et Lotfi Belhouchet

Apport de la malacofaune continentale à l'alimentation des populations préhistoriques durant le Capsien supérieur en Tunisie (*fr.*)

Robert Vernet

Le groupe des armatures de type « A » (Hugot, 1957) : un très vaste ensemble néolithique du Sahara septentrional (*fr.*)

Colette Roubet

Transhumances holocènes en Algérie : impact économique et social (*fr.*)

Richard Wolff et Abdelhadi Ewague

La figuration de la « pseudo-nasse cornue » du Sud marocain. Quelques aperçus sur sa signification (*fr.*)

Mohammed Tahar Lehachemi, Iddir Amara et Daniela Zampetti

Le peuplement de la région des Ouled Naïl (Bou Saâda, Djelfa et Laghouat, Algérie) durant l'Holocène : sites d'habitats et art rupestre (*fr.*)

Pedro Javier Sosa-Alonso

New Contributions to the Research of the Rock Art of Barranco de Guayadeque (Agüimes – Ingenio, Gran Canaria Island). Space Analysis of Rock Art Manifestations (*fr.*)

Fatma-Zohra Khaled

La représentation du bubale antique dans l'ouest des monts des Ksours (Algérie) : l'identification d'un nouveau faciès rupestre (*fr.*)

Aka Adjo Bebewou

Anthropologie funéraire des Ouatchi du Togo (*fr.*)

Aïcha Touré Gninin et Siméon Kouassi Kouakou

L'art de la terre cuite chez les Kpimblé de Tolman (Korhogo, Nord-Côte d'Ivoire) : technique et transmission (*fr.*)

Francisco Pérez Caamaño, Javier Soler Segura, Gema Pérez González et Agnès Louart

L'occupation "Benahorita" du Barranco de los Gomerros (Tijarafe) et le peuplement aborigène de l'île de La Palma (Îles Canaries) (*fr.*)

Helia María Garrido-Chacón, M^a del Carmen del-Arco-Aguilar and Mercedes del-Arco - Aguilar

Cooking ceramic among the murileguli of High Imperial Period Purple Dye Workshop from Lobos (Fuerte-ventura, Canary Islands). Preliminary results (*ang.*)

Galla Guy-Roland Tié Bi et Timpoko Hélène Kaboré-Kiénon

Traditions techniques et chronologie de la sidérurgie ancienne à Issia : contribution à la connaissance du développement de la métallurgie ancienne du fer en Côte d'Ivoire (*fr.*)

Ettienne N'Doua Ettien

Problématique de la préservation des amas coquilliers de Côte d'Ivoire : l'exemple de Songon (*fr.*)

Jean- Jacques Ahoue

Gestion du Patrimoine colonial de la région de San Pedro (Sud-ouest de la Côte d'Ivoire) (*fr.*)

Ahmed Iraqi

Rétrospective de l'histoire du Maroc avec l'Afrique subsaharienne : le rôle bidimensionnel du commerce transsaharien (*fr.*)

Article

Management of the colonial heritage of the region of San Pedro (Southwest of the Cote d'Ivoire)

Gestion du Patrimoine colonial de la région de San Pedro (Sud-ouest de la Côte d'Ivoire)

Jean-Jacques Ahoué¹

Abstract

Like the colonial cities of Côte d'Ivoire, the San Pedro region of, located in the extreme southwest, has several remains, dating back to the colonial period. These witnesses represent a valuable heritage, given its historical importance. However, this heritage suffers, over time, several harmful effects, which precipitate its disappearance. We are concerned here with two factors. These are the causes of their degradation and the influence of creeping urbanisation. The study is based on research in documentation centers and fieldwork, to determine the current state of these remains. This is to better question the future of this historic heritage in the light of the political, socio-economic, and cultural data available. We also make proposals for good management based on an emergency archaeological study.

Keywords: heritage, colonial buildings, urbanisation, management

Résumé

À l'instar des villes coloniales de la Côte d'Ivoire, la région de San Pedro, située à l'extrême sud-ouest, compte plusieurs vestiges datant de l'époque coloniale. Ces témoins représentent un patrimoine de grande valeur, vu leur importance historique. Cependant, ce patrimoine subit, au fil du temps, plusieurs effets néfastes, qui précipitent sa disparition. Nous nous intéressons ici à deux facteurs. Il s'agit des causes de sa dégradation et de l'influence de l'urbanisation galopante. L'étude s'appuie sur des recherches dans les centres de documentation et des travaux de terrain, pour cerner l'état actuel de ces vestiges. Ceci est pour mieux questionner le devenir de ce patrimoine historique, à la lumière des données politiques, socio-économiques et culturelles disponibles. En dernier, nous faisons, également, des propositions pour une bonne gestion, basées sur une étude archéologique d'urgence.

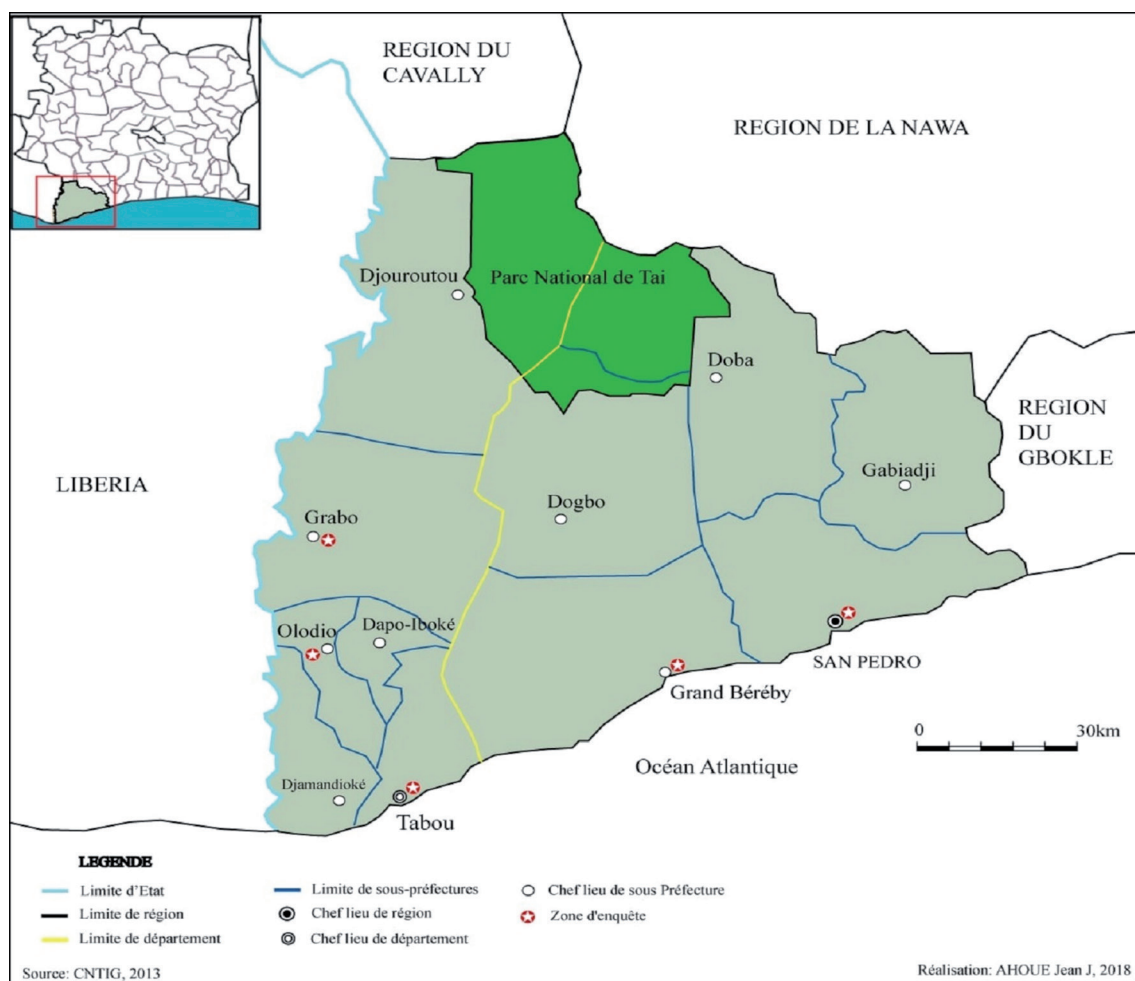
Mots clés : patrimoine, bâti colonial, urbanisation, gestion.

¹Université Félix Houphouët-Boigny, Institut des Sciences Anthropologiques de Développement (ISAD), Cocody, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Adresse e-mail : ahoue-jean@live.fr

Introduction

D'une superficie de 12790 km² avec une population de 257172 d'habitants (RGPH 2014), la région de San Pedro, dont les coordonnées géographiques sont : 4°44'41" nord et 6°38'23" ouest, est située à l'extrême sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Elle se trouve à 368 km d'Abidjan, la capitale économique et à 482 km de Yamoussoukro, la capitale politique et administrative. La ville de San Pedro, quant à elle, est le principal pôle de développement régional et le deuxième pôle de développement de la Côte d'Ivoire². Cette région connaît un développement rapide sur le plan touristique, culturelle et en matière d'infrastructures. Elle a été la première région en Côte d'Ivoire à accueillir les premiers Européens explorateurs (Portugais) au XV^e siècle (1460-1470). Progressivement, les Hollandais, les Anglais puis les



Carte n°1 : la région de San Pedro (© Ahoué, 2018).

² Youkou H. 2002, p. 82.

Français, s'installèrent dans le but de conquérir ce territoire au moyens de la traite négrière, le commerce de produits et leur implantation, illustrés par les constructions. Finalement après une lutte acharnée, seuls les Français ont fini par s'imposer et coloniser ce pays. Ainsi, la région de San Pedro fut le théâtre de plusieurs constructions d'édifices pendant cette période coloniale. Il s'agit d'édifices religieux, de maisons de commerce, de centres de Santé, d'administrations, de résidences, d'infrastructures portuaires, etc. Nous situons ces vestiges historiques dans les villes de San-Pedro, Tabou, Grabo, Olodio, Grand-Béréby et les villages de Bliéron, Mani Béréby, Rock Oulidie, Taté, Boké³. De nos jours, vu la croissance galopante de la population et les grands travaux de développement, ces vestiges sont détruits ou abandonnés à la recherche du confort et des conditions de vie modernes du XXI^e siècle⁴. Quelle gestion mettre en place pour sauvegarder ce patrimoine colonial face aux aléas du développement actuel de nos Etats. Pour répondre à cette problématique, nous nous sommes documentés dans des centres de recherches. Nous avons également, mené des enquêtes orales au cours de notre prospection pour en tirer des renseignements sur l'historique, l'état actuel et le fonctionnement de ces bâtisses. Cette étude s'est axée sur les méthodes de travail, les résultats et les discussions relatives aux causes de leur dégradation et l'influence de l'urbanisation actuelle, de même que sur la politique de gestion du patrimoine en Côte d'Ivoire.

1. La méthode d'approche

1. 1. La documentation

La recherche de documents écrits pour toutes recherches scientifiques est indispensable. C'est dans cette optique, que nous avons entamé notre travail par la quête d'informations écrites. Des centres de recherches, tels que des bibliothèques ont été visitées. Nous notons ainsi, l'obtention de mémoires, d'articles, thèses, rapports etc. Ces documents nous ont renseigné sur l'évolution urbaine de la Côte d'Ivoire, en général, et en particulier celle de la région de San Pedro. Aussi, d'autres sources recèlent des informations sur l'historique de la construction du bâti colonial de la région.

1. 2. La prospection

Dans le but d'établir l'état des lieux des constructions coloniales dans le cadre de cette étude, il nous a fallu réaliser une étude sur le terrain, notamment celle des villes de la région de San Pedro. Cette étude a consisté à faire des enquêtes orales pour avoir des informations sur le fonctionnement actuel des constructions et leurs historiques. Ces informations ont facilité notre visite de ces sites, en vue d'une meilleure observation. Nous avons, également, sollicité le service du Ministère de la construction pour comprendre le mode de fonctionnement et la gestion de ce patrimoine culturel matériel, en plus de la prise de photographies de ces constructions coloniales. Toutes ces informations ont contribué à nourrir nos interprétations, et ont conduit aux différents résultats de ce travail.

³ Ninmlin Gouè Pierre, 79 ans, retraité, San Pedro ; entretien du 29 février 2016.

⁴ Cotten A.-M. 1974, p.187.

2. Résultats

2. 1. Présentation de quelques vestiges historiques de la région de San Pedro et approche de l'urbanisation galopante

2. 1. 1. Des vestiges historiques

- Une maison de commerce français

Cette bâtisse a été construite vers 1930 dans la ville de Tabou et elle fut l'une des maisons de commerce français. Elle est située à 200m au sud du camp des gardes de prison de la ville avec pour coordonnées géographiques, 29 N 068280/0488118 Alt. 14 m. Pour sa construction, les murs en briques de terre cuite ont été posés sur un soubassement en briques de pierres taillées et recouverts d'une toiture en tôles. Elle compte trois (3) portes et cinq (5) fenêtres en bois.



Fig. 1 : une maison de commerce française à Tabou (© Ahoué, 2016).

- Une résidence de commerçants Français

Ce bâtiment abandonné, construit vers 1930 a été une résidence de commerçants français, précisément ceux de la SCOA (Société Commerciale d'Afrique de l'Ouest)⁵. Cette résidence est située au quartier Tiobo-Tiobo de la ville de Tabou, à 150 m du camp du fonctionnaire colonial avec pour coordonnées géographiques, 29 N 06818/0487852 Alt 16 m. Avec un soubassement d'environ 0.5 m, ce bâtiment a des murs en brique de terre cuite et une toiture de tôles. Il compte deux (2) portes et six (6) fenêtres en bois.



Fig. 2 : une résidence de commerçants Français à Tabou (© Ahoué, 2016).

- Le port colonial de Grand Béréby

⁵ Bakary Serif, 68 ans, agent de la sous-préfecture de Tabou à la retraite ; entretien du 18/02/2016.

Ce port, aux coordonnées géographiques 4°34'11" nord et 7°0'22" ouest/Alt. 3 m, est composé d'un débarcadère, construit en 1950 et d'un quai, construit en 1958⁶. Il a joué un rôle important dans le commerce maritime, pendant la colonisation. Son quai est totalement constitué de fer. Cependant le débarcadère est fait en béton armé.



Fig. 3 : le port colonial de Grand Béréby (© Ahoué, 2016).

2. 1. 2. État actuel du patrimoine colonial de la région de San Pedro

Les études effectuées ont permis d'avoir un aperçu sur la situation réelle des bâtis coloniaux de la région de San Pedro. Plusieurs modifications leur ont été apportées. Dans le cas des bâtisses, nous constatons que les intérieurs ont beaucoup été transformés pour avoir plusieurs pièces. Cependant, les façades ont subi peu de modifications. Elles concernent dans la plupart des cas, des remplacements ou la suppression de portes et fenêtres. Par ailleurs, certains ont été complètement détruits donc disparus. La plupart des bâtisses sont dégradées et souvent abandonnées.

À l'issue de notre étude, qui a concerné cent quinze bâtisses, nous avons classés celles-ci en cinq groupes. Il s'agit des bâtis n'existant plus avec 26.08 %, les bâtis dégradés et modifiés avec 20.86 %, les bâtis dégradés non modifiés avec 18.26 %, les bâtis modifiés et encore en bon état avec 15.65 % et les bâtis en bon état et non modifiés avec 19.13 %⁷. Outre cela, nous constatons une urbanisation qui prend de l'ampleur au fil des années.

2. 2. L'approche de l'urbanisation galopante

De façon générale, l'urbanisation est un phénomène global qui puise ses racines dans l'histoire des populations humaines. Elle s'accélère au fil des siècles et semble vouée à une inexorable progression dans l'avenir. elle se manifeste par une augmentation continue de la population des zones urbaines et corollairement par l'extension physique des aggloméra-

⁶ Ninmlin Gouè Pierre, 79 ans, retraité, San Pedro ; entretien du 29 février 2016.

⁷ Résultats de la prospection et des données recueillies dans la documentation.

tions. La Côte d'Ivoire a connu un développement urbain tôt à l'instar des villes de Kong et Bondoukou. Dans cette veine, de nombreuses villes actuelles au niveau des côtes sont des créations coloniales qui ont répondu à un souci d'occupation effective du territoire sous le contrôle de postes militaires et administratifs. L'objectif était également de mettre en valeur la zone forestière dans un contexte urbain⁸. Cette urbanisation galopante en particulier dans la région de San Pedro est due au développement et à la concentration de la population dans les villes. La croissance des villes de cette région, à l'instar, de celle d'Abidjan et des autres grandes villes s'est accélérée depuis la création du port de San Pedro⁹.

Après observation, on se rend à l'évidence que face à la crise de logements, exacerbée par les conditions de plus en plus difficiles d'accès à la propriété foncière et immobilière, on assiste à la prolifération de quartiers précaires et à l'expansion d'un espace urbain inesthétique (cas de la région de San Pedro). En effet, de la période coloniale à 1980, l'urbanisation en Côte d'Ivoire a été accompagnée d'une politique de planification en lien avec plusieurs plans successifs d'aménagement foncier et d'une ambitieuse politique de logements pour le plus grand nombre de citoyens. Ainsi, l'essoufflement de la croissance économique de la Côte d'Ivoire, à partir de 1980 a contraint l'État à se désengager de son intervention directe dans les opérations de planification spatiale et de construction de logements¹⁰. La concentration croissante de la population autour des agglomérations urbaines existantes, telles que dans les villes de San Pedro et Tabou, est le fait de la création de routes, d'administrations et d'autres infrastructures. Par ailleurs, l'urbanisation galopante de la région de San Pedro est causée par l'explosion démographique, l'exode rural, et les migrations de populations des pays limitrophes en majorité. Par conséquent, la population dans cette zone ne pourra qu'augmenter au fil des années. Ce fait contraindra l'État à investir davantage dans des projets d'aménagements, qui ont souvent un impact négatif sur le patrimoine colonial.

3. Discussion

3. 1. Les causes de la dégradation du patrimoine colonial et l'influence de l'urbanisation actuelle

Nous enregistrons deux causes de dégradation de constructions coloniales. Ce sont les facteurs liés à la nature et ceux des hommes. Les facteurs de dégradations, dus à la nature constituent le danger majeur difficile à maîtriser. En effet, les embruns marins, les pluies diluviennes, le vent marin, le soleil, les végétaux envahissants, la moisissure, l'humidité, le vieillissement, l'érosion côtière, les raz-de-marée, font parties intégrantes de nos vies et de l'évolution de nos sociétés, principalement dues aux changements climatiques et aux forces de la nature.

⁸ Cotten A.-M. 1974, p.190.

⁹ Youkou H. 2002, p. 52.

¹⁰ Niango Nestor, 51 ans, administrateur au ministère de la construction de Tabou ; entretien du 22/02/ 2016.

- Embrun marin : Le sel marin contenu dans l'embrun a pour effet, d'oxyder les éléments métalliques des bâtiments avec pour conséquence l'éclatement des murs qui les entourent.
- Érosion côtière : elle est due au transit littoral du sable, qui se fait d'Ouest en Est, balayant le sable dans le même sens. Cette érosion a pour conséquence de rapprocher progressivement la mer du continent et de menacer directement l'intégrité des sites. La digue, qui devait servir de barrière à l'avancé de la mer perd, de sa hauteur : à plusieurs endroits dans la région de San Pedro, elle se confond presque avec le sol soit à 1 ou 2 mètres au-dessus de celui-ci.
- Le vieillissement constitue un phénomène naturel qui est à l'origine de la dégradation du bâti colonial de la région de San Pedro. Il a des effets néfastes et cela par l'effet de pollution atmosphérique et l'humidité.
- L'humidité est le pire ennemi du bâti. La plupart des bâtisses coloniales de la région de San Pedro sont laissées à l'abandon et s'écroulent lentement sous l'action de l'eau, qui coule à proximité¹¹.
- Les pathologies, dues aux facteurs naturels sont : les fissurations, l'éclatement des armatures en béton, le détachement des enduits, la corrosion des structures métalliques, le pourrissement des bois. Ces facteurs constituent également des menaces pour le patrimoine encore en bon état. À côté de cet aspect naturel de dégradation, il existe également des facteurs dus aux actions de l'homme¹².

Ce constat met en évidence le rôle de l'homme dans l'intensification des impacts destructeurs de ce patrimoine. L'homme, en vue de changer et d'améliorer son cadre de vie, a toujours été la cause des dégâts, qui menacent sans cesse son héritage et par différentes manières : l'abandon des bâtiments, le manque d'entretien, la suroccupation, les mauvaises interventions (restauration ou rénovation), le vandalisme et la destruction.

Il convient également de signaler les pressions, dues au développement urbain, qui se manifeste par la construction de bâtiments neufs privés, à destination résidentielle et touristique, allant à l'encontre du style architectural de leurs hôtes. Une pression sociale se manifeste par des occupations illégales de bâtiments et d'entrepôts abandonnés¹³. L'évolution de l'urbanisation dans la région de San Pedro, nous a incité à développer nos recherches sur la croissance grandissante des villes et les multitudes de formes urbaines qui en résultent. Elle favorise la prolifération de nouvelles identités dans les régions périphériques de la ville. Ainsi, les réalisations coloniales subissent-elles les effets de la métropolisation, qui est généralement le résultat d'une croissance rapide des villes afin de répondre à des normes mondiales et des exigences urbaines standardisées¹⁴. Nous pouvons citer comme exemple le port autonome de San Pedro, qui était un espace, où existaient des maisons de commerce à l'époque colo-

¹¹ Bakary Serif, 68 ans, agent de la sous-préfecture de Tabou à la retraite ; entretien du 18/02/2016.

¹² Nemlin David, 92 ans, planteur, chef de terre du village de Kablaké ; entretien du 25/11/2016 à Kablaké-Tabou.

¹³ Néan Richard, 82 ans, planteur ; entretien du 3/12/2016 à Olodio-Tabou.

¹⁴ Boutillier J. L. 1971, p. 74.

niale. Aussi, la volonté de préserver ce patrimoine colonial, en tenant compte des données historico-culturelles, dans cette ère actuelle de développement à grande échelle, s'avère une tâche très complexe. En effet, ces vestiges sont les preuves matérielles de notre histoire. Leur destruction anéantirait la chance des générations actuelles et futures de connaître ce riche patrimoine. Pourtant le développement nécessite souvent des sacrifices et des dommages.

Pour les bâtiments d'habitations, normalement abandonnés et occupés par de nouveaux propriétaires, une tendance à la suroccupation est manifeste, couplée à un manque général d'entretien.

Quel est donc la politique, que le gouvernement met place, pour une bonne gestion de ces vestiges historiques ?

3. 2. La politique de gestion du patrimoine en Côte d'Ivoire

Comme base institutionnelle, nous avons le Ministère de la culture et de la francophonie, qui est le garant de la politique culturelle nationale et de la coopération, à travers la promotion de la francophonie. En effet, la politique culturelle est une invention du 24 juillet 1959, qui voit paraître le décret « portant organisation du ministère chargé des affaires culturelles ». C'est en 1971, date de création du secrétariat d'État chargé des affaires culturelles (soit onze 11 ans après l'accession de la Côte d'Ivoire à la souveraineté nationale), que commencent les premières réflexions autour de la nécessité d'asseoir une politique culturelle qui, comme en France, allait contribuer à l'édification de l'identité culturelle nationale. Dans l'élan de cette réflexion, le secrétariat d'État chargé des affaires culturelles est transformé en Ministère de la culture en 1977. Nous pouvons citer les musées (privés et publics), qui contribuent à la conservation et à la préservation de certains biens matériels. Nous avons donc le musée national des civilisations de la Côte d'Ivoire, le musée national des costumes de Grand-Bassam, le musée municipal d'art contemporain de Cocody, etc. Nous avons également des administrations, qui œuvrent pour la conservation des biens matériels. Nous pouvons citer les Archives nationales de la Côte d'Ivoire, l'OIPC (Office Ivoirien du Patrimoine Culturel), DPC (Direction du Patrimoine Culturel), qui est la troisième sous-direction après celle des langues et du patrimoine immatériel.

Enfin, il y a des centres culturels et des structures d'enseignement qui se présentent comme des espaces d'expression et de vulgarisation du patrimoine tels que l'INSAAC (Institut national supérieur des arts et de l'action culturelle), le palais de la culture d'Abidjan. Ces bases institutionnelles sont accompagnées de bases directives.

Ces bases sont des textes instaurés par certains organismes dans le cadre de la préservation du patrimoine tant sur le plan national qu'international¹⁵. Nous pouvons citer quelques lois, décrets, et arrêtés¹⁶.

- La loi n°87-806 du 28 Juillet 1987, portant protection du patrimoine culturel ;

¹⁵ Convention 1972 de l'UNESCO, relative à la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée par la conférence générale à sa dix-septième session Paris, 15 p, https://whc.unesco.org/archive/convention_23/02/2020, p. 4.

¹⁶ Lasme Y. J. T. G., Kouassi K. S. 2018, p. 52.

- La loi n°2014- du 14 Juillet 2014, portant politique culturelle, protection du patrimoine culturel et création artistique ;
- Le décret n° 74-179 du 25 Avril 1974 portant classement du parc national des îles Eotilé ;
- Le décret n° 99-319 du 21 avril 1999 délimitant un périmètre de protection du patrimoine architectural de Grand-Bassam ;
- Arrêté interministériel n°39 du 10 Août 2001 portant réglementation de la conservation, de la restauration et de la mise en valeur du patrimoine architectural de Grand-Bassam.

Enfin, sur le plan international nous pouvons citer des conventions, des chartes, des déclarations de conférence.

- Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique Unesco Paris, 2 novembre 2001.
- Déclaration de Paris sur le patrimoine comme moteur du développement, adopté à Paris, siège de l'Unesco, le jeudi 1er décembre 2011.

Compte tenu de l'état de dégradation avancé des réalisations coloniales, des mesures d'urgence peuvent être prises par l'État. Il peut s'agir des arrêtés préfectoraux ou municipaux de protection, l'inscription de ces biens sur la liste nationale du patrimoine historique.

Au-delà de tous ces décrets, il est primordial d'avoir une connaissance exhaustive de ces biens. Cela passe avant tout par leur inventaire et la connaissance de leur histoire. En effet, avant la protection d'un bien, on doit s'assurer de son importance selon plusieurs aspects (culturel, économique, social...) qui conduiront à entreprendre cette action.

Ensuite, une mise en valeur de ces biens doit suivre. Nous pouvons organiser des visites, des ateliers pédagogiques (programme de visite scolaire) et prévoir la création d'un comptoir du patrimoine culturel. Par ailleurs, ce patrimoine historique est un élément clé du tourisme dans cette région. La visite régulière du phare de Tabou en est une illustration. Les visites répétées dans ces villes coloniales peuvent inciter l'État à entreprendre des travaux de restauration. La restauration nécessite le recours à des techniques spécialisées et à des matériaux traditionnels, ce qui engendre nécessairement des coûts élevés. Elle permet toutefois de conserver des témoins importants pour la connaissance de l'architecture coloniale.

Cependant, nous pensons que le gouvernement devrait céder une grande partie de ces vestiges historiques à des structures privées qui, pourraient mieux les préserver.

En définitive, la région de San Pedro à l'instar des autres villes coloniales de la Côte d'Ivoire, dispose de plusieurs vestiges historiques, en majorité dominés par les bâtiments. Ceux-ci sont en voie de disparition, du fait de leur destruction et de leur dégradation, causées par la nature et par les actions de l'homme¹⁷. Ainsi, l'État sous la direction du Ministère de la culture et de la francophonie a mis en place des mesures et des structures pour sa protection. Ces mesures ne sont pas toujours respectées, à cause du développement urbain, qu'on constate dans quasiment toutes les villes du pays.

¹⁷ Bakary Serif, 68 ans, agent de la sous-préfecture de Tabou à la retraite ; entretien du 18/02/2016.

Conclusion

L'urbanisation en Côte d'Ivoire a connu un accroissement rapide au cours des décennies 1950, 1960 et 1970, de sorte que le pays a comblé en partie son retard dans le domaine¹⁸. Pendant cette période le taux d'urbanisation avait un rythme d'environ 10 % par an. Aujourd'hui, il est à plus de 42.5 %, battant en brèche, toutes les prévisions bâties sur les observations des décennies 1960. Dans ces villes, démographiquement, grandes se trouvent, plusieurs bâtisses coloniales, qui tombent en ruines. Ainsi, dans ce travail notre méthode d'approche était axée sur la recherche documentaire et la prospection. Après ces enquêtes, nous nous sommes rendu compte, que les dispositifs mis en place par l'État dans les décrets ne sont pas respectés pour véritablement sauvegarder ce patrimoine colonial¹⁹. Par conséquent, celui-ci tombe sérieusement en ruine, à l'image de celui de la région de San Pedro, situé à l'extrême sud-ouest du pays.

Remerciements

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont contribué à l'aboutissement de ce travail.

Tout d'abord, nous adressons nos remerciements aux autorités administratives de quelques villes. Il s'agit de Monsieur Koffi Arsène (Sous-préfet de la ville de Tabou) et Monsieur Koné Ibrahim (Sous-préfet de la ville de Grand- Béréby).

Aussi, nos remerciements vont à l'endroit des autorités coutumières de l'ensemble des villages de la région, où nous avons effectué ces recherches, pour leur accueil et leur disponibilité. Nous remercions également messieurs Bakary Serif, Ninmlin Gouè Pierre et Niango Nestor, avec lesquels nous avons eu des entretiens, relatifs à l'histoire des bâtis coloniaux et de leurs organisations actuelles.

Merci à l'ensemble des agents des centres de documentation que nous avons visité au cours de cette recherche.

Enfin, nous disons un grand merci au 15^{ème} Congrès de l'Association Panafricaine d'archéologie, de préhistoire et disciplines associées (Rabat, 2018) pour l'opportunité donnée à tous les chercheurs africains participants afin de présenter leurs travaux de recherche.

Bibliographie

Ahoué J.-J. 2020, Administration fortifiée à Tabou : histoire et conservation d'un patrimoine, *SICY*, n°1, p. 141-149.

Boutillier J.L. 1971, Croissance démographique et croissance économique en Côte d'Ivoire, in *Cahiers ORSTOM / Série sciences humaines / Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer*. Paris : Masson, ISSN 0008-0403, ZDB-ID 864140-7. - Vol. 8. 1971, 1, p. 73-79

¹⁸ Duchemin J.-P., Trouchaud J.-B. 1969, p. 30.

¹⁹ Sinou A. 2015, p. 18.

- Cotten A.-M. 1974, Un aspect de l'urbanisation de Côte d'Ivoire, *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 27-106, p. 183-193
- Dinkel R. 1997, Monuments historiques, patrimoine bâti et naturel, protection, restauration, réglementation, doctrines, techniques, pratiques, *Encyclopédies du patrimoine*, p.1040-1050.
- Duchemin J.-P., Trouchaud J.-P. 1969, Données démographiques sur la croissance des villes en Côte d'Ivoire, *ORSTOM, série Sc. Hum.* 6 (1), p. 71-82.
- Dupont V. et Dureau F. 1986, Migration et dynamique des villes moyennes en Afrique de l'Ouest : le cas de quatre centres urbains en région de plantation (Côte d'Ivoire et Togo), *ORSTOM*, 155 p. multigr.
- Lasme Y. J. T. G. et Kouassi K. S. 2018, L'importance de la ville de Dabou à l'époque coloniale : des repères à partir de la mémoire collective, *GODO GODO*, p. 43-53.
- Sinou A. 2005, Enjeux culturels et politiques de la mise en patrimoine des espaces coloniaux, in *Au trpart*, 1 (33), p. 13-31.
- Kalck P., Pillemont J., Pollard J. et Méry-Costa P. 2004, La restauration du patrimoine architectural. Activités des entreprises et offre de formation, *Net.Doc*, n° 5, 200 p.

Sources orales

- Bakary Serif, 68 ans, agent de la Sous-préfecture de Tabou à la retraite ; entretien du 18/02/2016.
- Ninmlin Gouè Pierre, 79 ans retraité, San Pedro ; entretien du 29 février 2016.
- Niango Nestor, 51 ans, Administrateur au ministère de la construction de Tabou ; entretien du 22/02/2016.
- Néan Richard, 82 ans, planteur ; entretien du 3/12/2016 à Olodio-Tabou.
- Nemlin David, 92 ans, planteur, chef de terre du village de Kablaké ; entretien du 25/11/2016 à Kablaké-Tabou.

ملخص

على غرار المدن الاستعمارية في ساحل العاج، تتوفر منطقة سان بيدرو، الواقعة في أقصى الجنوب الغربي على العديد من الآثار، التي يعود تاريخها إلى فترة الاستعمار والتي تمثل تراثا هاما، نظرا إلى أهميته التاريخية. إلا أن هذا التراث يتعرض، على مر السنين إلى تأثيرات سلبية قد تؤدي إلى اندثاره. نحن مهتمون هنا بعاملين. يتعلق الأمر بالأسباب التي تسبب تدهور هذا التراث إضافة إلى تأثير ظاهرة التعمير المتفشية. تستند الدراسة إلى البحث في مراكز التوثيق والعمل الميداني لتحديد الوضعية الحالية لهذه الآثار. الهدف من هذا، التساؤل بشكل أفضل عن مستقبل هذا التراث التاريخي على ضوء البيانات السياسية والاجتماعية والاقتصادية والثقافية المتاحة. في الأخير، نقدم مقترحات للتدبير الجيد بناءً على دراسة أثرية مستعجلة.

الكلمات المفتاحية : تراث، البناء الاستعماري، التعمير، الإدارة.

